



Ambassade de France aux Pays Bas
Service économique régional de La Haye

La Haye, le 9 avril 2021
Affaire suivie par : MR/SG

Point sur la situation économique des Pays-Bas

En 2020, l'économie des Pays-Bas a fait preuve de résilience face à la crise, notamment grâce à des atouts structurels et un niveau élevé de numérisation. Le recul du PIB néerlandais s'établit à -3,7% et les prévisions de croissance tablent sur +2,2% en 2021 et +3,5% en 2022. Le déficit public de -4,3% du PIB en 2020 passerait à -5,9% en 2021 avant de revenir à -1,7% du PIB en 2022, notamment grâce à l'arrêt des mesures de soutien aux entreprises. La réouverture progressive de la société devrait permettre un rebond de la consommation des ménages au 2nd semestre 2021.

L'économie néerlandaise a été plus résiliente en 2020 qu'initialement anticipé

L'économie s'est contractée de -3,7% en 2020. Cette contraction est notamment due au recul de la **consommation des ménages** de -6,4%, conséquence des différentes mesures de restrictions et notamment la fermeture de l'hôtellerie, café et restauration et des magasins de détail. Dans le même temps, **le revenu disponible réel des ménages a progressé de +2,4%**, suite notamment à une revalorisation des salaires de +3,0% négociée par les partenaires sociaux fin 2019. La reprise de la consommation des ménages sera un facteur déterminant de la croissance en sortie de crise pour l'économie néerlandaise. A ce titre, la banque centrale des Pays-Bas (DNB) indique que fin 2020, les ménages néerlandais détenaient plus de 487 Mds € sur leurs comptes, soit près de 42 Mds€ de plus que l'année précédente ; ce surplus d'épargne reste majoritairement sous forme liquide. La **consommation du secteur public** n'a progressé que de façon limitée : +0,6% et les **investissements** (FBCF) ont reculé de -3,6%.

La contribution du solde commercial au PIB a été négative en 2020, le volume des exportations et des importations affichant **un repli relatif identique de -4,3%**. **Les échanges de services** ont été nettement plus impactés avec des pertes avoisinant **-11%**, tandis que **les échanges de biens** n'ont perdu qu'environ **-2%** par rapport à l'année précédente, selon l'institut statistique néerlandais CBS.

L'impact budgétaire de la crise reste jusqu'à présent soutenable avec un déficit de 34 Md€ soit -4,3% du PIB. Les dépenses publiques ont augmenté de 44 Md€ (+13%) en 2020, dont 30 Md€ ont été alloués en subvention aux entreprises et aux institutions. Les mesures de soutien ont ainsi permis de maintenir l'emploi et de limiter l'augmentation des dépenses sociales. Les recettes n'ont, pour leur part, diminué que de 4 Md€ (-1%). On observe une légère augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu, les recettes de TVA se sont stabilisées, tandis que les recettes de l'IS ont reculé (du fait des mesures de report fiscal). La **dette publique** a augmenté de 40 Md€ pour atteindre 435 Md€ soit **54,4% du PIB**.

L'impact social est jusque-là limité mais la crise touche la société de manière inégale

Le nombre de faillites est jusqu'à présent resté faible. **En 2020, le nombre de faillites a diminué de -16%, malgré une contraction historique de l'économie.** Les mesures de soutien du gouvernement ont joué leur rôle d'amortisseur mais le retrait progressif des aides pourrait conduire à une hausse des faillites. Ainsi, l'assureur-crédit Atradius s'attend à une forte hausse des faillites en 2021 de +44% par rapport à 2020, tandis que la banque ABN Amro anticipe un pic plus tardif au printemps 2022. On constate dans le même temps que le nombre de cessations d'entreprise a augmenté de +26% par rapport à 2019 pour atteindre 129 000, dont près de 90% relèvent du statut « d'indépendants sans personnel » (ZZP). 24% des cessations d'entreprise ont eu lieu dans le secteur des services spécialisés aux entreprises, suivi par celui du commerce à 16%. Malgré la hausse des cessations, le nombre total d'entreprises s'est toutefois accru, avec une augmentation parallèle des créations d'entreprises (+1,5%).

La crise touche principalement les emplois flexibles. **La perte d'emploi en 2020 est entièrement intervenue sur des contrats flexibles** qui ont reculé de -11% en moyenne par rapport à 2019. **Les jeunes de moins de 25 ans ont été particulièrement touchés lors de la première vague**, leur taux d'emploi ayant reculé de -4,1% au T2 2020, contre une baisse globale de -1,1% sur la catégorie des 15-64 ans. (Voir graphique en annexe).

La situation économique évoluera en fonction du calendrier de levée des restrictions et de l'efficacité de la politique de vaccination d'ici la fin de l'année

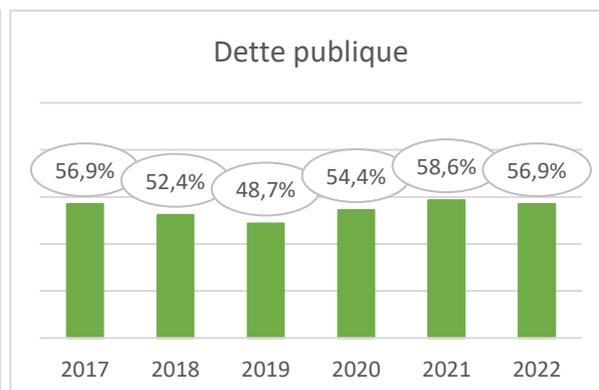
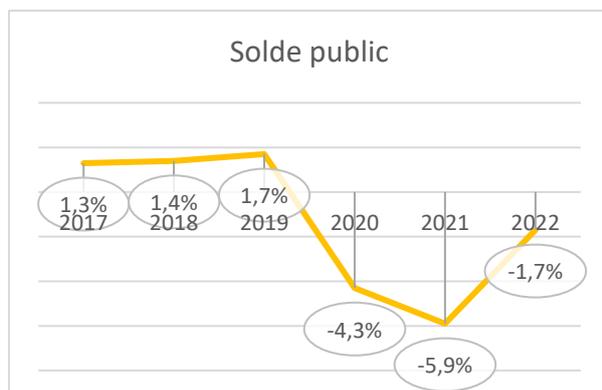
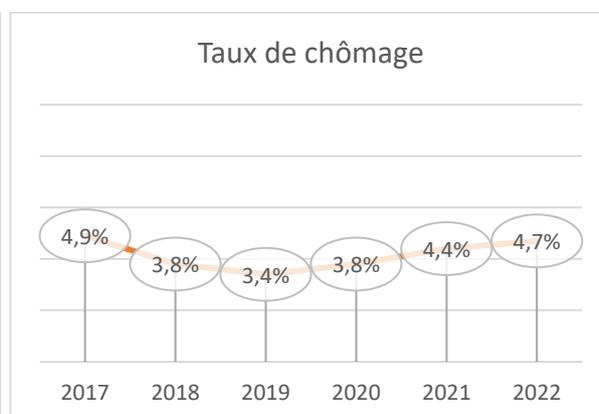
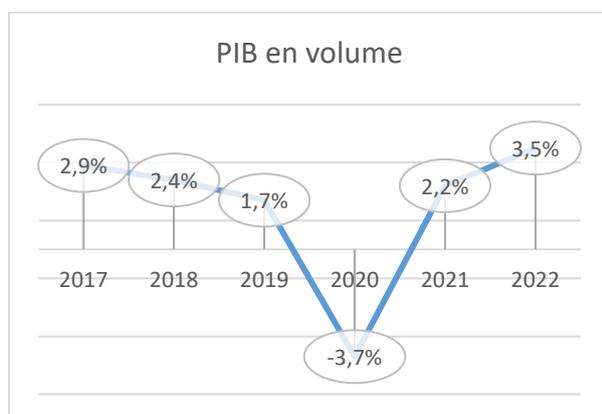
Selon les derniers chiffres du bureau du plan (CPB), la croissance devrait se situer à +2,2% en 2021 puis +3,5% en 2022. Selon le CPB, les premiers signes de reprise seront liés à l'assouplissement des mesures sanitaires puis au second semestre 2021 à l'atteinte d'une majorité de la population vaccinée : le CPB anticipe un fort rebond dans la consommation des ménages. Le PIB devrait ainsi retrouver son niveau de 2019 dès fin 2021. Les prévisions d'évolution du **taux de chômage** sont de 4,4% en 2021 et 4,7% en 2022.

Le déficit public se détériorerait en 2021, avant une nette amélioration en 2022. Le CPB anticipe la poursuite des dépenses discrétionnaires en 2021 pour soutenir les entreprises, l'enseignement et le secteur de la santé et prévoit un solde public dégradé à -5,9%. **En 2022, la prévision de déficit est relativement optimiste à -1,7% du PIB**, grâce à l'effet combiné de l'arrêt des mesures de soutien et d'une reprise forte de l'économie. Le poids des dépenses publiques passerait ainsi de 49,1% du PIB en 2021 à 44,9% en 2022, tandis que les recettes resteront plus ou moins stables. Pour le CPB, **la dette resterait ainsi en dessous du seuil de 60%** à 56,9% en 2022.

ANNEXES

Principaux indicateurs économiques des Pays-Bas

Evolution macroéconomique	Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Source	CPB	CPB	CPB	CPB	CPB	CPB
Conjoncture							
PIB en volume	(Var %)	2,9%	2,4%	1,7%	-3,7%	2,2%	3,5%
Consommation des ménages	(Var %)	2,1%	2,2%	1,5%	-6,4%	0,6%	6,1%
Consommation publique	(Var %)	0,9%	1,7%	1,6%	1,4%	5,7%	0,2%
Investissements	(Var %)	4,2%	3,9%	3,6%	-4,0%	2,3%	2,8%
Commerce extérieur							
Exportations	(Var %)	6,5%	4,3%	2,7%	-4,3%	2,6%	5,2%
Importations	(Var %)	6,2%	4,7%	3,2%	-4,3%	3,0%	5,4%
Balance courante	(% PIB)	10,8%	10,8%	9,9%	8,9%	8,9%	9,0%
Finances publiques							
Solde public	(% PIB)	1,3%	1,4%	1,7%	-4,3%	-5,9%	-1,7%
Dette publique	(% PIB)	56,9%	52,4%	48,7%	54,4%	58,6%	56,9%
Prix, salaires et pouvoir d'achat							
Inflation IPCH	(Var %)	1,3%	1,6%	2,7%	1,1%	1,9%	1,4%
Salaires secteur privé	(Var %)	1,5%	2,0%	2,4%	2,7%	1,7%	1,5%
Pouvoir d'achat médian	(Var %)	0,3%	0,0%	1,0%	2,4%	0,7%	-0,1%
Social-économique							
Taux de chômage harmonisé	(% total)	4,9%	3,8%	3,4%	3,8%	4,4%	4,7%



Impact de la crise sur l'emploi des jeunes

